

LA FAO AU TRAVAIL

2010–2011

Les femmes,
clé de la sécurité
alimentaire



www.fao.org



Les femmes, clé de la sécurité alimentaire

Jacques Diouf

Directeur général

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Un grand nombre des pays et régions parmi les plus pauvres du monde verront leur population doubler de 2000 à 2050. Celle de l'Afrique, par exemple, passera de 820 millions à 2 milliards d'habitants, ce qui veut dire que les agriculteurs et les agricultrices d'Afrique et d'autres pays en développement devront doubler leur production de nourriture.

Cet enjeu de vie ou de mort est d'autant plus redoutable qu'il est aggravé par plusieurs contraintes, notamment le changement climatique avec la hausse des températures, la fréquence accrue des sécheresses et des inondations, qui forcent les agriculteurs à se déplacer et détruisent leurs moyens d'existence.

J'estime néanmoins que nous sommes en mesure de relever ce défi et que nous y parviendrons. A condition de reconnaître toutefois la contribution des agricultrices et de leur énorme potentiel présent et futur, ce qui signifie affronter les inégalités profondément ancrées qui empêchent actuellement les femmes d'avoir un accès égal aux ressources productives et aux services.





«... si les femmes avaient le même accès à ces ressources que les hommes, elles produiraient 20-30 pour cent de nourriture en plus...»

> LA FAO AU TRAVAIL | LES FEMMES, CLÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

A l'échelle mondiale, les femmes représentent près de la moitié – 43 pour cent – des agriculteurs du monde, même si leur contribution à la main-d'œuvre agricole est parfois bien supérieure – plus de 60 pour cent dans certains pays. Les femmes produisent – dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage – une grande partie de la nourriture de la planète. Mais elles pourraient accomplir beaucoup plus si elles avaient accès aux ressources nécessaires et voix au chapitre dans les décisions qui influencent leurs vies et celles de leurs familles.

Les recherches de la FAO montrent que la productivité des agricultrices est inférieure de 20-30 pour cent à celle des hommes, non pas parce qu'elles administrent moins bien leurs fermes ou travaillent moins dur, mais tout simplement parce que les hommes ont accès à des ressources rarement disponibles pour les femmes – notamment la terre, les financements et la technologie. En outre, les femmes ne reçoivent pas une part équitable des avantages comme la formation, l'information et les savoirs.

Or, si les femmes avaient le même accès à ces ressources que les hommes, elles produiraient 20-30 pour cent de nourriture en plus, et leurs familles seraient en meilleure santé et bénéficieraient d'une meilleure nutrition et éducation. La sécurité alimentaire en serait grandement améliorée et les sociétés seraient plus riches, et non seulement en termes économiques.

Aujourd'hui, si les hommes et les femmes avaient le même accès aux ressources productives dans l'agriculture, la production vivrière des pays en développement augmenterait de 2,5 à 4 pour cent – suffisamment pour extirper de la faim 100 à 150 millions d'individus et contribuer à atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1. Et demain, cela permettrait de nourrir une population plus vaste.

Mais dans de nombreux pays est encore enracinée depuis des générations une discrimination culturelle contre les femmes qui fait qu'elles jouissent de moins de droits que les hommes pour ce qui est de la propriété ou de la gestion des terres, ou de la prise de décisions concernant leurs vies.

Dans divers pays d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, par exemple, les femmes constituent moins de 5 pour cent des propriétaires fonciers. Et même dans la région qui affiche le meilleur taux d'accès des femmes aux terres agricoles, l'Amérique latine, ce chiffre s'élève à 25 pour cent.

Il s'agit là d'une question complexe, à laquelle il n'existe pas de réponse simple ou universelle. Mais la République-Unie de Tanzanie et l'Éthiopie, pour ne citer que deux pays, ont montré que si les conseils de village chargés de régler les différends liés à la terre comprennent des femmes, les choses changent. D'une façon plus générale, la promotion et la participation des organisations de femmes peuvent faire la différence pour parvenir à une plus grande égalité entre les sexes dans les régimes fonciers.

Une des raisons majeures pour lesquelles les agricultrices sont moins productives que les hommes est qu'elles ont moins de temps à consacrer aux travaux agricoles, dans la mesure où elles doivent les concilier avec leurs tâches ménagères et les soins aux enfants. Préparer les repas, aller chercher de l'eau et du bois de feu peut occuper une grande part de leur journée.



Les solutions sont, toutes proportions gardées, plus simples. Elles embrassent la technologie et les infrastructures, y compris les techniques d'allègement des tâches dans la production agricole. Les fourneaux améliorés, qui requièrent moins de combustible et peuvent être construits sur place, permettent de consacrer moins de temps à ramasser du bois.

Mais surtout, une série de conditions sociales encourageant les femmes à accéder et à utiliser la technologie, ainsi que de meilleures routes et infrastructures rurales, facilitent le commerce et le transport des marchandises.

L'introduction de sources d'eau dans les villages peut également permettre aux femmes et aux filles de se consacrer à d'autres activités, comme on l'a vu au Maroc où la fréquentation scolaire des filles s'est accrue de 20 pour cent dans les zones où l'approvisionnement en eau a été amélioré.

«La participation des femmes aux décisions concernant leurs vies productives est essentielle.»



Dans une grande partie du monde en développement, le manque d'éducation empêche trop souvent les femmes d'atteindre leur plein potentiel, dans l'agriculture comme dans d'autres secteurs. Sur les plus de 800 millions d'analphabètes, 60 pour cent environ sont des femmes, ce qui constitue un sérieux handicap étant donné le niveau accru de compétences techniques requises des agriculteurs dans les pays pauvres pour doubler leur production au cours des quarante prochaines années.

Les Gouvernements devraient renforcer la scolarisation des filles et promouvoir la participation des femmes aux programmes d'alphabétisation. Des initiatives incitant financièrement les femmes et les filles à aller à l'école ou à suivre les cours pour adultes se sont avérées fructueuses au Mexique et au Pakistan.

Une des raisons pour lesquelles les femmes produisent moins que les hommes est qu'elles ont moins d'argent à investir dans leurs fermes. Elles ont un accès moindre au crédit, du fait de leur manque d'accès à la propriété foncière qui leur servirait de nantissement. Les programmes de micro-financement se sont avérés très efficaces à cet égard. La première étape cruciale est donc l'égalité des droits entre femmes et hommes en matière de contrats financiers.

Les investissements dans l'agriculture des pays en développement devront augmenter de 50 pour cent d'ici 2050 pour nourrir la population croissante. Mais pour accroître efficacement la sécurité alimentaire, ils devront prendre en compte les besoins spécifiques des femmes dans l'agriculture.

En réalité, toutes les politiques relatives au secteur agricole doivent être sensibles aux spécificités de chaque sexe.

Il n'existe aucune solution unique, mais avec la volonté politique d'affronter l'inégalité entre les sexes, les politiques peuvent être élaborées de façon à faire cesser la discrimination contre les femmes, à leur garantir un accès égal aux ressources et un soutien des politiques et programmes agricoles. La participation des femmes aux décisions concernant leurs vies productives est essentielle.

Comblé le fossé entre hommes et femmes dans l'agriculture est une priorité absolue, aujourd'hui comme demain. Car pour nourrir une population mondiale qui passera à neuf milliards d'habitants en 2050, il faudra mettre à contribution toutes les énergies et ressources disponibles. Et ce n'est qu'avec la participation à part entière et sur un pied d'égalité des femmes – qui représentent plus de la moitié de l'humanité – qu'on jettera les bases d'un monde libéré de la faim. ■





LA FAO AU TRAVAIL

Le programme de terrain de la FAO s'adapte aux exigences des partenaires

Au cours des vingt dernières années, les activités de la FAO sur le terrain ont évolué pour mieux s'aligner aux besoins des partenaires, portant à des changements importants d'approche et d'orientation. Aujourd'hui, les activités de terrain s'attachent à faire concorder les priorités nationales avec les objectifs organisationnels, tout en anticipant et en répondant au nombre croissant d'urgences pesant sur la sécurité alimentaire des pays pauvres.

Mais les activités de terrain travaillent en tandem avec les autres services de la FAO. Par exemple, un projet de terrain peut démontrer une nouvelle technique agricole prometteuse. Mais si le gouvernement n'est pas en mesure d'en diffuser l'usage par des initiatives telles que la formation des agriculteurs, le soutien aux politiques et les investissements, quelle en est l'utilité? La FAO appuie les gouvernements dans tous ces domaines pour maintenir l'élan.

«La FAO administre plus de 2000 projets et programmes de terrain avec un budget avoisinant 1,5 milliard de dollars.»

Le programme de terrain de la FAO remonte au début des années 1950 lorsque son but était de fournir une assistance pratique pour lutter contre la faim. Depuis lors, l'Organisation a accumulé une vaste gamme de capacités techniques et d'expertise en matière de développement rural et agricole. A l'heure actuelle, la FAO administre plus de 2000 projets et programmes de terrain avec un budget avoisinant 1,5 milliard de dollars.

La FAO consacre environ la moitié de ses ressources totales – la part la plus importante jamais attribuée – à son programme de terrain. Seulement 6 pour cent des fonds du programme de terrain proviennent du budget ordinaire de la FAO; le reste vient des contributions volontaires et de divers fonds fiduciaires. Les activités de terrain englobent une vaste gamme d'initiatives, depuis la lutte contre les maladies animales ou végétales dans tous les pays ou régions, à la rénovation des installations villageoises de stockage des céréales, ou à la fourniture d'avis de politique.

La fréquence accrue des situations d'urgence au cours des vingt dernières années fait naître de nouveaux enjeux et une nouvelle urgence pour les actions de la FAO sur le terrain. Nombre des récentes catastrophes sont liées au climat, par exemple, les inondations de 2010 au Pakistan et la sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Par ailleurs, durant la dernière décennie, non seulement les crises politiques se sont multipliées, mais leur complexité, leur impact et leur durée se sont amplifiés.

Les petits exploitants agricoles, halieutiques et forestiers, qui constituent 75 pour cent du milliard d'affamés dans le monde, dépendent entièrement de l'agriculture et des secteurs apparentés pour leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Lorsque la catastrophe frappe, ils sont voués à perdre une partie ou la totalité de leurs actifs. La nouvelle approche de la FAO consiste à aider les familles vulnérables à accroître leur résilience face aux calamités, voire à les doter des moyens d'anticiper les crises et être en mesure de les affronter.



Au fil du temps, la FAO s'est appliquée à définir la panoplie d'interventions la plus efficace pour une situation de crise donnée. Il en ressort une approche intégrant le développement dans un contexte d'urgence. A la suite des inondations qui ont dévasté le Pakistan en 2010, par exemple, l'acheminement d'une aide alimentaire était indispensable. Mais il était tout aussi fondamental de sauver le bétail et de s'assurer que les agriculteurs puissent semer et irriguer leurs cultures à moyen terme.

2007 a vu se profiler une période de volatilité des prix alimentaires qui s'est répercutée tant sur les agriculteurs que sur les consommateurs pauvres. En décembre 2007, la FAO a lancé l'Initiative contre la flambée des prix alimentaires (ISFP) afin d'aider les petits exploitants à cultiver davantage de nourriture et à engendrer de meilleurs revenus. Depuis lors, l'Organisation a effectué des missions d'évaluation interorganismes dans près de 60 pays et a mis en œuvre des projets dans 25 autres nations. La FAO a dispensé des avis de politique aux



gouvernements et intensifié le suivi des prix alimentaires par le biais de son Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture.

Une autre caractéristique du programme de terrain de la FAO est qu'il rapproche l'Organisation des banques de développement, administrations nationales et municipales, ONG et organisations communautaires pour concevoir des programmes de développement agricole et rural qui appartiennent aux gouvernements eux-mêmes, lesquels les gèrent et les financent partiellement. Par exemple, la FAO a récemment aidé le Bangladesh à élaborer un plan d'investissement pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, qui a permis de mobiliser un don de la Banque mondiale de 50 millions de dollars, dont une petite partie est utilisée par la FAO pour renforcer les capacités de mise en œuvre du Bangladesh.


Par ailleurs, les pays à revenu intermédiaire tels que la Chine, interviennent de plus en plus dans la coopération au développement et fournissent un soutien financier ou en nature par l'intermédiaire de la FAO pour aider les pays à faible revenu et à déficit vivrier à atteindre leurs priorités nationales. Le Brésil finance un vaste programme de terrain de la FAO dans son propre pays.

L'Organisation a progressivement procédé à une forte décentralisation de ses opérations. Cette mesure a non seulement permis d'abaisser les coûts, mais également de détacher de nombreux fonctionnaires techniques sur le terrain, pour veiller à ce que la politique d'assistance de la FAO aux pays repose sur une connaissance approfondie de la convergence entre les priorités des gouvernements et les avantages comparatifs de la FAO. Comme toutes les initiatives de l'Organisation, cette mesure a pour objectif global de garantir aux individus un accès à une nourriture de qualité en quantité suffisante pour mener des vies saines et actives. ■

«L'Organisation a progressivement
procédé à une forte décentralisation de ses
opérations [et] de détacher de nombreux
fonctionnaires techniques sur le terrain...»



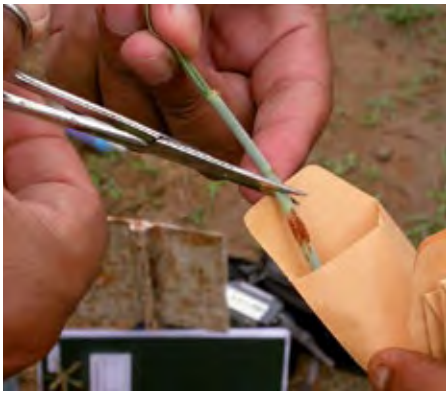




LA FAO AU TRAVAIL

12

Faits saillants



La FAO lance un nouveau site sur la rouille du blé

La FAO a lancé le nouveau site Rust Spore (<http://www.fao.org/agriculture/crops/rust/stem/en/>), dont le but est de fournir des informations actualisées sur la souche dévastatrice de la maladie de la rouille des tiges du blé, baptisée Ug99. Le site effectue également le suivi des nouvelles souches de la maladie et offre un accès facilité à des données fiables à l'échelle mondiale. Ug99 constitue une grave menace pour les cultures de blé mondiales et cause des millions de dollars de pertes de récolte. Le suivi est crucial car 90 pour cent des variétés de blé sont vulnérables aux sept variantes connues de la souche Ug99. Rust Spore a été créé en coopération avec la «Borlaug Global Rust Initiative».

JUIN 2010

La FAO renforce son intervention au Niger

Neuf nouveaux projets de la FAO sont en cours au Niger pour répondre à la grave crise alimentaire qui a affligé le pays en 2009, avec 7,1 millions de personnes vulnérables en 2010, soit la moitié de la population. Les projets d'un montant évalué à 17,7 millions de dollars, ont concerné 2,8 millions d'individus – agriculteurs et éleveurs. Les équipes d'urgence de la FAO ont distribué 14 000 tonnes d'aliments pour le bétail, 3 000 tonnes de semences de céréales et 1 500 tonnes d'engrais. Parallèlement, la Facilité alimentaire de l'Union européenne a fourni un appui à long terme en investissant 3 millions d'euros dans la construction et la réhabilitation des magasins d'intrants agricoles et des installations de stockage qui offrent aux agriculteurs un accès à des intrants de qualité et aux informations sur les techniques de production.

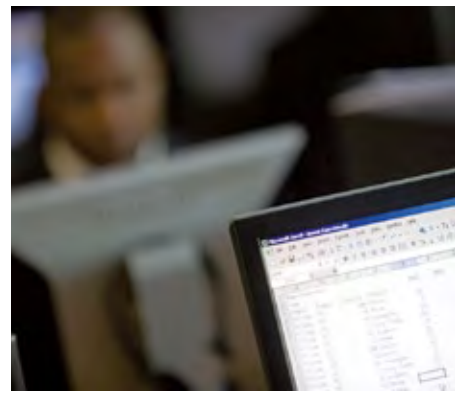
JUIN 2010



Des experts fixent les niveaux de mélamine

La Commission du Codex Alimentarius a fixé de nouveaux seuils maximum de mélamine dans les produits alimentaires et fourragers: 1 mg/kg dans les préparations en poudre pour nourrissons et 2,5 mg/kg dans les autres aliments. Ces dernières années, on a relevé la présence de niveaux élevés de mélamine dans des produits aussi variés que les préparations pour nourrissons et les aliments pour animaux de compagnie, qui ont entraîné des décès et maladies. Ces niveaux ont été causés par l'ajout délibéré de mélamine visant à doper la teneur apparente en protéines des produits. La Commission a également établi des mesures de protection des salades fraîches contre les agents pathogènes comme la salmonelle, e.coli et le virus de l'hépatite A, ainsi que contre la contamination par l'espèce *Vibrio* dans les fruits de mer. Des limites et mesures de prévention ont en outre été fixées pour les aflatoxines, toxines fongiques cancérogènes susceptibles de contaminer le maïs, les arachides et d'autres cultures vivrières comme les fruits à coque.

JUILLET 2010

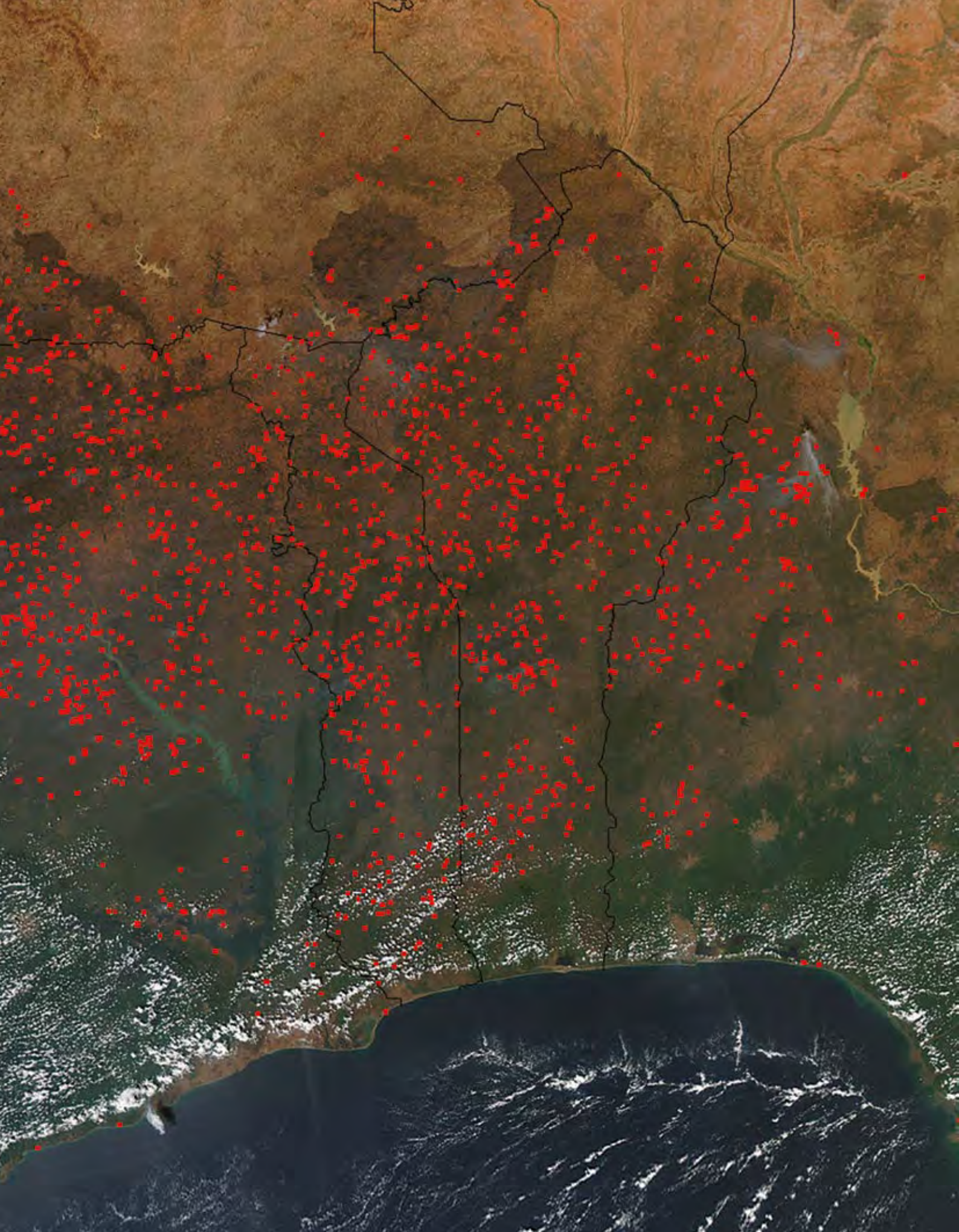


Accès libre à la mine de statistiques de la FAO

La FAO offre désormais un accès libre et gratuit à FAOSTAT, la plus vaste base de données mondiale sur l'alimentation, l'agriculture et la faim qui contient plus d'un million de points de données couvrant 210 pays et territoires. Destinée essentiellement aux décideurs, économistes et planificateurs, la base de données aide à comprendre les dessous de la faim (où et pourquoi elle sévit) et souligne le pouvoir des nombres dans la lutte contre la pauvreté et la faim. FAOSTAT est déjà utilisé par d'autres organismes des Nations Unies, autorités de développement nationales, donateurs, organisations internationales d'aide, ONG, universités, investisseurs et agriculteurs. Les données remontent à 1961.

JUILLET 2010





Cours en ligne UNITAR/FAO

La FAO et l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche proposent une série de cours de gestion des connaissances et de technologies web 2.0 en ligne à l'intention des pays en développement. Les cours interactifs modérés par un tuteur sont certifiés par des normes de qualité reconnues à l'échelle internationale. La FAO et ses partenaires ont mis au point les matériels d'auto-formation en ligne dans le but d'aider les professionnels du développement à renforcer l'efficacité de leur tâche. Le partenariat s'inscrit dans le droit fil de l'appel de l'ONU à renforcer la collaboration interorganismes en matière de développement des capacités.

JUILLET 2010

La FAO lance un système de surveillance des incendies mis au point par la NASA

Le nouveau Système mondial de gestion de l'information sur les incendies de la FAO (GFIMS), mis au point en collaboration avec l'Université du Maryland, détecte les points chauds à l'origine des incendies pendant leur déroulement même à partir des données des satellites administrés par la NASA. Les informations sur les incendies sont accessibles en temps presque réel, c'est-à-dire avec un décalage d'environ 2 heures et demie entre le passage du satellite et la mise en ligne des données. A l'échelle mondiale, les feux de végétation ravagent 350 millions d'hectares de terres chaque année, dont la moitié, au bas mot, en Afrique. En Méditerranée, entre 700 000 et un million d'hectares sont victimes d'incendies chaque année. Le GFIMS contribuera également aux analyses des tendances des feux et aux interventions.

AOÛT 2010



Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale nomme des experts

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a nommé 15 éminents experts multidisciplinaires pour former le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Le HLPE mobilisera les sources de connaissances et les disciplines afin d'évaluer et d'analyser la situation actuelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition et donner des avis indépendants, axés sur les solutions, pour éclairer les débats de politique du CSA. Le HLPE est une étape essentielle vers la cohérence des politiques et les progrès à accomplir dans la lutte contre la faim et la malnutrition, ainsi que la promotion du développement agricole et rural à l'échelle mondiale. Le Groupe se penche actuellement sur la volatilité des prix alimentaires, la tenure foncière et les investissements internationaux dans l'agriculture, le changement climatique et la sécurité alimentaire, ainsi que les filets de sécurité sociale.

SEPTEMBRE 2010



Nouveaux Ambassadeurs de bonne volonté

La chanteuse canadienne Céline Dion, lauréate de plusieurs Grammy Awards, l'actrice américaine primée aux Oscars Susan Sarandon, l'acteur italien de renommée internationale Raul Bova et la chanteuse et actrice des Philippines Lea Salonga sont devenus Ambassadeurs de bonne volonté afin d'apporter leur contribution à la lutte contre la faim. Ils ont convenu de s'engager – à titre personnel et professionnel – en faveur des objectifs de la FAO, dont la mission est de bâtir un monde de sécurité alimentaire pour les générations présentes et futures. Lea Salonga a accepté d'œuvrer pour l'initiative «Alliance mondiale Jeunesse et Nations Unies», animée par la FAO.

OCTOBRE 2010



Les dirigeants mondiaux se mobilisent pour la Journée mondiale de l'alimentation

Le Pape Benoît XVI et le Président Paul Kagamé du Rwanda se sont unis au Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, en appelant à une unité mondiale pour trouver des solutions énergiques et concrètes contre la faim, en produisant davantage de nourriture dans les pays où vivent les populations affamées. M. Diouf a souligné que le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2010 «Unis contre la faim» signifie que la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale est la responsabilité de tout un chacun. L'appel à l'action est lancé alors que 925 millions d'individus vont se coucher le ventre vide, et qu'un enfant meurt toutes les 6 secondes des suites de la faim.

OCTOBRE 2010





Distribution de tonnes de semences de blé au Pakistan

Le Pakistan recueille désormais les fruits de la distribution par la FAO de 26 000 tonnes de semences de blé, qui ont contribué à sauver la campagne de semis Rabi de 2010, à la suite des inondations dramatiques qui ont balayé ou détruit des centaines de milliers de tonnes de semences. Le blé est la principale denrée de base au Pakistan et les inondations de 2010 mettent à risque la sécurité alimentaire de dizaines de millions d'habitants. La récolte de 2011 devrait permettre de nourrir plus de quatre millions de personnes au cours des six prochains mois. Grâce à l'intervention rapide des donateurs, la distribution de la FAO a pu démarrer en octobre. La FAO a reçu 91,98 millions de dollars de contributions dans le cadre du plan de secours et d'intervention rapide; quelque 54 millions de dollars ont servi à acheter et à distribuer des semences de blé de qualité.

OCTOBRE 2010



La FAO lance un outil agricole pour l'Afrique

La FAO a lancé un guide interactif indiquant les cultures les plus adaptées dans 43 grands pays d'Afrique. Le calendrier culturel donne des conseils sur les semis à effectuer selon les diverses zones agricoles et les meilleures périodes. L'outil en ligne, mis au point par les experts de la FAO, concerne plus de 130 cultures – des haricots aux betteraves, au blé et à la pastèque. Le calendrier de la FAO couvre 283 zones agro-écologiques d'Afrique, représentant toute la richesse et la variété de l'écologie du continent, ainsi que les enjeux constitués par la dégradation des terres, l'empiètement du désert et les inondations.

NOVEMBRE 2010

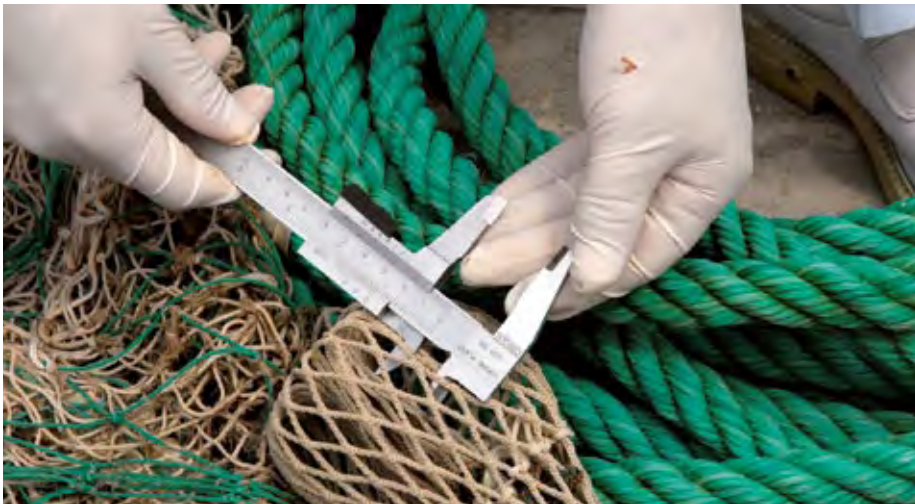
Plus de trois millions de personnes signent la pétition « 1 billionhungry »

Plus de trois millions de personnes ont signé la pétition du projet « 1 billionhungry », en faveur de l'élimination de la faim dans le monde. La pétition qui a été présentée aux gouvernements mondiaux au siège de la FAO à Rome invite les dirigeants mondiaux à accorder la priorité absolue à l'élimination de la faim. Compte tenu de la récession économique mondiale de 2009 et de la flambée des prix alimentaires, le nombre d'affamés dans le monde a franchi le cap du milliard de personnes pour la première fois de l'histoire. Le projet bénéficie des activités de plaidoyer des ambassadeurs de bonne volonté de la FAO et des sites de réseaux sociaux. La prochaine phase vise à garder les projecteurs braqués sur les initiatives contre la faim qui ont été couronnées de succès.

NOVEMBRE 2010







Ann Tutwiler nommée Directrice générale adjointe de la FAO

Ressortissante des Etats-Unis, Ann Tutwiler est devenue un des deux Directeurs généraux adjoints de la FAO, et la première femme à être nommée à ce poste. Son mandat spécifique porte sur les connaissances. Elle était auparavant Coordinatrice de la sécurité alimentaire mondiale au Département de l'agriculture des Etats-Unis, et également Conseillère principale du Bureau Afrique de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. Mme Tutwiler est titulaire de diplômes en agroalimentaire de l'Université de Purdue et de l'Harvard Business School, d'un Master de la Kennedy School of Government de l'Université de Harvard et d'une licence du Davidson College.

DÉCEMBRE 2010



Le Comité des pêches adopte trois nouvelles directives

Le Comité des pêches de la FAO a adopté trois nouvelles directives liées à la certification de l'aquaculture, à l'éco-étiquetage du poisson et des produits halieutiques issus des pêches de capture continentales, et à la gestion des prises accessoires et à la réduction des rejets. Le comité a en outre appuyé la création d'archives mondiales des navires de pêches et de directives sur la pêche artisanale. Les pays progressent dans l'application du Code de conduite pour une pêche responsable qui a désormais 15 ans, mais le Comité a reconnu que d'autres mesures – notamment les Mesures du ressort de l'Etat du port et les Performances de l'Etat du pavillon, sont nécessaires pour réduire la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (IUU), qui continue à représenter une menace mondiale pour la viabilité à long terme des pêcheries, en particulier dans les pays en développement. Le Comité a également encouragé une application plus vaste de l'approche écosystémique des pêches et de l'aquaculture. L'aquaculture a été reconnue pour sa contribution essentielle à la sécurité alimentaire et nutritive future et au bien-être social et économique. Le Comité a invité la FAO à renforcer la sensibilisation sur le rôle des pêches et de l'aquaculture dans le contexte du changement climatique.

FÉVRIER 2011

Lancement de l'Année internationale des forêts

C'est l'Année internationale des forêts! Le rapport de la FAO «*Situation des forêts du monde 2011*» décrit les avantages obtenus lorsque les populations locales gèrent les forêts de manière durable et innovante. L'Année internationale vise également à renforcer le lien entre peuples et forêts vu le rôle vital du secteur forestier pour l'économie verte. Le bois et les produits ligneux proviennent de ressources renouvelables et sont donc recyclables. Le rapport constate que la plupart des produits ligneux solides sont produits avec une quantité d'énergie relativement limitée et ont une faible empreinte carbone. De nombreux gouvernements renforcent leur soutien au secteur forestier et croient en son vaste potentiel pour promouvoir une économie plus verte, en particulier grâce à la bioénergie.

FÉVRIER 2011



La communauté mondiale soutient le Japon

Suite au séisme du 11 mars qui a frappé le nord du Japon, et à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, la FAO, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont apporté leur soutien aux efforts du pays pour affronter les questions d'alimentation et d'agriculture, notamment la salubrité des aliments suite à la contamination radioactive.

MARS 2011

Soixantième anniversaire de la FAO en Italie

La FAO fête son soixantième anniversaire en Italie en 2011. L'Organisation, fondée en 1945, a quitté son siège de Washington, DC pour s'installer à Rome en 1951. Plusieurs initiatives sont prévues, notamment la préparation d'un livre retraçant son histoire, l'apposition d'une plaque commémorative au siège de la FAO, une vidéo sur le déménagement réalisée à partir des archives de films de la FAO et de *Istituto Luce*, un concours d'affiches pour les écoliers, et une Journée Portes Ouvertes en octobre 2011, dans le cadre des célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation.

2011



Rapport interinstitutions au G20 sur la volatilité des prix alimentaires

En juin 2011, les Ministres de l'agriculture du G20 ont soumis au Sommet du G20, qui se tiendra en novembre 2011 à Cannes, une série de recommandations et des mesures concrètes visant à réduire l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix des aliments. Les recommandations s'inspirent d'un rapport détaillé sur les options de politique face à la volatilité des prix alimentaires. Le rapport a été coordonné par la FAO et l'OCDE, en partenariat avec le FIDA, le FMI, la CNUCED, le PAM, la Banque mondiale et l'OMC.

JUIN 2011

José Graziano da Silva élu Directeur général de la FAO

La Conférence de la FAO a élu le nouveau Directeur général, le Brésilien José Graziano da Silva (61 ans) à sa session biennale. En sa qualité de Ministre extraordinaire du Brésil pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim, M. Graziano da Silva a participé à la conception et à la mise en œuvre très réussie du programme *Fome Zero* (Faim Zéro). Depuis 2006, il était Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Son mandat prendra effet le 1er janvier 2012 et s'achèvera le 31 juillet 2015.

JUIN 2011

Déclaration officielle de l'éradication de la peste bovine

Le 28 juin, la Conférence de la FAO a officiellement proclamé l'éradication mondiale de la peste bovine, maladie mortelle du bétail, résultat atteint dans le cadre d'un programme coordonné de la FAO. La peste bovine devient ainsi la deuxième maladie de l'histoire à être éradiquée, après la variole chez l'homme. Pendant plus de mille ans, les épidémies de peste bovine ont décimé des millions d'animaux et causé la famine et la misère parmi les communautés d'éleveurs.

JUIN 2011

La Commission européenne signe un partenariat stratégique avec les organisations des Nations Unies siégeant à Rome

La Commission européenne, la FAO, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont signé un nouveau Cadre stratégique de coopération. L'accord vise à renforcer les capacités de la communauté internationale de fournir un soutien efficace, coordonné, en temps utile et durable à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En unissant leurs forces, les quatre partenaires comptent accroître leur impact collectif sur la sécurité alimentaire mondiale.

JUIN 2011





Membres

La FAO est une organisation intergouvernementale qui compte 191 États membres, deux membres associés et une organisation membre, l'Union européenne.

Gouvernance

Tous les deux ans, les représentants des États membres se réunissent lors de la Conférence de la FAO pour examiner les questions de gouvernance mondiale et les cadres internationaux, ainsi que pour évaluer les travaux accomplis et approuver le budget de l'exercice suivant. La Conférence élit les membres du Conseil à des mandats de trois ans par rotation pour guider les activités du programme et du budget. Elle élit également un Directeur général pour un mandat de quatre ans renouvelable une seule fois. Le Directeur général en poste, le Sénégalais Jacques Diouf, achève son troisième mandat le 31

décembre 2011. Son successeur, M. José Graziano da Silva, prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2012 (jusqu'au 31 juillet 2015).

Départements

La FAO est constituée de sept départements: Agriculture et protection des consommateurs; Développement économique et social; Pêches et aquaculture; Forêts; Services internes, ressources humaines et finances; Gestion des ressources naturelles et de l'environnement; et Coopération technique.

Bureaux

Outre son siège à Rome, la FAO est présente dans plus de 130 pays. Le réseau des bureaux décentralisés compte 5 bureaux régionaux, 11 bureaux sous-régionaux, deux équipes interdisciplinaires et 74 bureaux nationaux (à l'exclusion de ceux hébergés par les bureaux régionaux

et sous-régionaux), 8 bureaux dotés de personnel technique détaché et de Représentants de la FAO, et 36 bureaux couverts par un représentant ayant une accréditation multiple. L'Organisation maintient par ailleurs cinq bureaux de liaison et quatre bureaux d'information dans les pays développés.

Personnel

Au 1^{er} avril 2011, la FAO employait 1 835 membres du cadre organique (y compris les cadres associés et les fonctionnaires recrutés au niveau national) et 1 856 membres des services généraux, dont 53 pour cent environ travaillent au siège à Rome, et le reste est détaché dans les bureaux du monde entier. Ces chiffres se réfèrent uniquement aux fonctionnaires titulaires d'un contrat à durée déterminée ou à caractère continu. Au cours des quinze dernières années, la part des femmes appartenant au cadre organique a plus que doublé, passant de 16 à 34 pour cent.

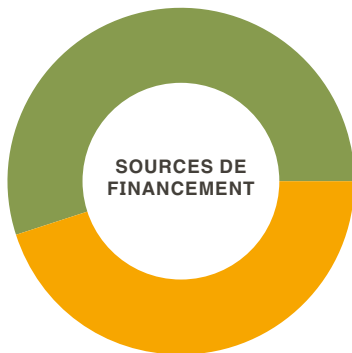
Programmes et projets

En 2010, le montant des programmes et projets mis en œuvre par la FAO s'est élevé à 903 millions de dollars EU, dont 4 pour cent environ financés par les contributions obligatoires via le Programme de coopération technique (PCT) et le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA), et 96 pour cent par les contributions volontaires, par le biais du Programme de coopération FAO/Gouvernements, à hauteur de 44 pour cent, du Fonds fiduciaire unilatéral (UTF) à hauteur de 6 pour cent, et d'autres formes de fonds fiduciaires (46 pour cent), qui incluent les Programmes conjoints des Nations Unies.

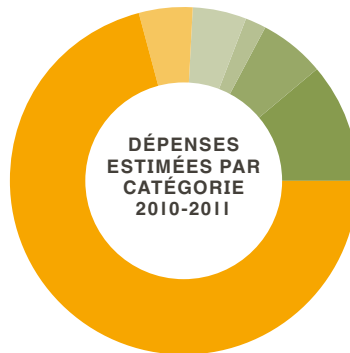
Financements et dépenses

Le programme de travail de la FAO est financé par les contributions obligatoires et volontaires. Les contributions obligatoires sont les quotes-parts des États membres fixées par la Conférence biennale de la FAO. Le budget ordinaire de la FAO pour l'exercice 2010-2011 s'élève à 1 milliard de dollars. Les contributions volontaires des membres et d'autres partenaires devraient dépasser 1,2 milliards de dollars en 2010-11 et soutiennent l'assistance technique et l'aide d'urgence (y compris la réhabilitation) aux gouvernements, ainsi que l'appui direct aux activités de base de la FAO.

La FAO en chiffres



- CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES 45%
- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 55%



- RÉSULTATS (ALIMENTATION ET AGRICULTURE) 71%
- PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE 5%
- RÉSEAU DES BUREAUX DE PAYS 5%
- DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT ET DE SÉCURITÉ 2%
- ADMINISTRATION 6%
- FONCTIONS CENTRALES 11%





**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 57051 Télécopie: +39 06 5705 3152
Courriel: FAO-HQ@fao.org

Crédits photo: couvertures ©FAO/Munir Uz Zaman; pages 2 et 3 ©FAO/Paballo Thekiso; page 4 ©FAO/Giulio Napolitano; page 5 ©FAO/Marco Longari; page 6 ©FAO/Djibril Sy; page 7 ©FAO/Paballo Thekiso; page 8 ©FAO/Cris Bouroncle; page 9 ©FAO/Giulio Napolitano; page 10 (de haut en bas) ©FAO/Giuseppe Bizzarri, ©FAO/Danfong Dennis; page 11 ©FAO/Johan Spanner; page 12 ©FAO/Vasily Maximov; page 13 (de gauche à droite, de haut en bas) ©FAO/Wafaa Khoury, ©FAO/Alessandra Benedetti, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Issouf Sanogo; page 14 ©Jeff Schmaltz/MODIS Rapid Response Team; page 15 (de haut en bas) ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Alessandra Benedetti; page 16 ©FAO/Truls Brekke; page 17 (de gauche à droite, de haut en bas) ©FAO/Truls Brekke, ©FAO/Alessia Pierdomenico, ©FAO/Walter Astrada; page 18 (de haut en bas) ©FAO/Marco Longari, ©FAO/Giulio Napolitano; page 19 (de haut en bas) ©FAO photo, ©FAO/Alessia Pierdomenico; page 20 (de haut en bas, de gauche à droite) ©FAO/Ishara Kodikara, ©FAO/Giulio Napolitano, ©FAO/Giulio Napolitano; page 21 ©FAO/Yasuyoshi Chiba; page 23 ©FAO/Giulio Napolitano.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au:

Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation
FAO Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome, Italie